

Le Mouvement étudiant et populaire de 1968 à Mexico

Victor Muñoz

Number 129, Spring 2018

Mai 68 : cinquante ans plus tard

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/88092ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Intervention

ISSN

0825-8708 (print)

1923-2764 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Muñoz, V. (2018). Le Mouvement étudiant et populaire de 1968 à Mexico. *Inter*, (129), 28–33.



LE MOUVEMENT ÉTUDIANT ET POPULAIRE DE 1968 À MEXICO

► VICTOR MUÑOZ

Avec le cinquantième anniversaire du mouvement étudiant de 1968 à Mexico et après avoir revisité l'abondante littérature produite lors de ces dernières décennies, nous pouvons affirmer que ce mouvement revêt un caractère démocratique, antiautoritaire, s'élevant en défenseur des droits constitutionnels et fondamentaux du citoyen et s'opposant aux abus de pouvoir de l'État, exercés par l'appareil politico-policiaco-militaire du régime du parti unique. Ce mouvement fait partie de ce que l'on connaît maintenant sous la dénomination de lutte pour les droits de l'homme ; un mouvement social fondamentalement pacifique qui surgit en réaction à l'usage excessif des forces policière et militaire, contre les étudiants, et qui demande la condamnation des responsables de la brutalité policière, la libération des prisonniers de conscience, la dérogation des lois justifiant la répression des opposants ainsi qu'un dialogue public – transparent – comme conditions pour résoudre le conflit avec les autorités. Le mouvement étudiant et populaire de 1968 à Mexico est fortement lié à l'histoire politique et sociale du pays. On ne peut le comprendre correctement que si l'on connaît le processus de la révolution mexicaine de la première moitié du XX^e siècle, c'est pourquoi je considère nécessaire de revenir un peu en arrière.

ANTÉCÉDENTS

La révolution mexicaine est en réalité un ensemble de révolutions successives qui ont eu lieu lors de la deuxième décennie du XX^e siècle. De nombreux soulèvements armés et guerres civiles ont secoué la société mexicaine. Le pays avait, en effet, accumulé une forte tension politique et sociale après les trois décennies de régime du général libéral Porfirio Díaz. En 1910, un grand mouvement démocratique électoral, opposé à la dictature, a intensifié ses aspirations au changement quant à la conduite du pays par la voie électorale. « Suffrage effectif, non-réélection », était la

consigne qui regroupait d'importantes sections de la population, au moment où Díaz orchestrait son énième réélection à la présidence de la République. La répression lancée par Díaz contre le changement démocratique a été à l'origine du premier mouvement armé, dirigé par Francisco I. Madero, contre le régime dictatorial. Simultanément éclataient d'autres rebellions suscitées par d'anciennes revendications paysannes : Francisco Villa soulève le nord du pays et Emiliano Zapata, le sud. Ils exigeaient le retour de leurs terres volées ainsi que des droits agraires pour les paysans. Le dictateur Díaz, ayant renoncé, Madero a gagné haut la main les élections. Puis, les groupes sociaux conservateurs et les vieilles troupes militaires menées par Victoriano Huerta ont assassiné le président Madero. En réponse s'est organisée la révolution constitutionnaliste, avec Venustiano Carranza à sa tête, contre le putschiste usurpateur Huerta.

Après plus d'un an de guerre, l'armée constitutionnaliste et les forces révolutionnaires de Villa et de Zapata ont triomphé. Huerta, lui, a fui. Or, ils n'arrivaient pas pour autant à s'accorder sur quelque condition que ce soit pour réguler la vie dans le pays. Les forces de Villa et de Zapata ont donc combattu Carranza au cours de la période la plus sanglante de cette histoire, qui allait mettre fin au triomphe constitutionnaliste. En 1917 est proclamée la nouvelle constitution, ce qui a permis, non sans conflits entre les chefs de guerre, de marquer la fin de la période de la lutte armée.

Le bilan de cette phase de guerre civile s'est élevé à des millions de morts. Avec l'assassinat du président Venustiano Carranza et l'élection d'Alvaro Obregón à ce titre en 1920, la lutte pour le pouvoir et les droits est remplacé par le retour de la politique. Les années qui ont suivi ont été le théâtre de conflits pour obtenir le pouvoir politique et la direction de l'État (la guerre cristera), mais c'était aussi une période qui a vu l'accomplissement des demandes

sociales ayant émergé des révolutions. En 1929, le Parti national révolutionnaire est fondé, réceptacle des forces révolutionnaires. Ce parti, changeant une deuxième fois de nom pour devenir le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), est demeuré, grâce à sa structure sociale, l'unique parti au pouvoir pendant 71 ans.

Lors de la période de « révolution institutionnalisée », quelques exigences sociales, revendiquées par les mouvements révolutionnaires, sont écoutées, notamment certaines demandes primordiales des paysans concernant la répartition des terres aux paysans, la modernisation technique agricole et la dotation de ressources économiques nécessaires. En 1936, une réforme agricole complexe est mise en place par Lázaro Cárdenas, au moment même où il prenait la tête de la lutte pour la souveraineté nationale sur les ressources naturelles, dont le pétrole. Il a nationalisé l'industrie pétrolière en 1938. Dans les années cinquante et soixante, le gouvernement « révolutionnaire institutionnel » a violemment réprimé les mouvements syndicaux (chéménistes, miniers, enseignants, médecins, électriciens...) ainsi que les paysans indépendants du PRI qui exigeaient plus de liberté démocratique. À l'époque, l'État et l'appareil politique ont systématiquement refusé toute apparition d'une vie sociale démocratique, ce qui a mis en évidence le rôle instrumental de la population, qui devait servir les intérêts oligarchiques. Le mouvement étudiant de 1968 a vu le jour au moment où l'« esprit révolutionnaire » de l'État et du régime politique s'est effondré.

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT

Juillet et août 1968 : dans quelques mois auraient lieu les XIX^e Jeux olympiques dans la ville de Mexico, et le pays allait être sous les projecteurs du monde entier. Le gouvernement du président Gustavo Díaz Ordaz, politicien obscur et vétuste, avait grand soin de donner une image alliant « ordre et progrès ». Or, baignant dans les stratégies anticommunistes de la guerre froide, à neuf ans du triomphe de la révolution cubaine et avec une forte présence des services de l'Intelligence nord-américaine, le gouvernement craignait un possible complot contre les olympiades. Parallèlement se profilaient les élections à la succession présidentielle de 1970. Les aspirants ayant formé le premier cercle du gouvernement se disputaient les faveurs du président dans le but d'être choisis comme successeurs. L'hégémonie de l'unique parti était telle que la véritable élection se déroulait secrètement parmi les proches fonctionnaires du président. Apprendre à obéir était le postulat du régime.

Le 23 juin 1968, un incident, en apparence anodin, a mis en route l'appareil répressif d'un régime paranoïaque. Un groupe d'étudiants issus de trois écoles secondaires (écoles vocationnelles deux et cinq de l'Institut polytechnique nationale [IPN] et lycée Isaac-Ochoterena), après une rencontre sportive, se sont bagarrés sur la place de la Ciudadela, au centre-ville. Sont alors arrivés des contingents de police antiémeute, appelés « los granaderos » (les grenadiers), afin de rétablir l'ordre parmi les jeunes impliqués, mais ils ont usé de brutalité et de rage. Ils ont poursuivi les étudiants jusque dans leurs écoles, où ces derniers s'étaient réfugiés pour échapper à cette violence. Les troupes antiémeutes, comme des bêtes enragées, ne se sont pas arrêtées là : elles sont entrées dans les écoles et ont frappé sans distinction les élèves et les professeurs qui s'y trouvaient. Le chef de la police a nié l'agression. Trois jours plus tard, le 26 juillet, les étudiants de la Polytechnique ont protesté en manifestant. Leur marche au centre-ville a rencontré celle d'une commémoration pour la révolution cubaine. Mais les deux manifestations pacifiques sont à nouveau réprimées dans la violence. Les étudiants ont résisté avec ce qu'ils pouvaient : pierres, bâtons, barricades, camions brûlés... Le jour suivant, le samedi 27 juillet, ils ont organisé des assemblées et occupé leurs écoles. Le lycée numéro un, situé dans un palais colonial, a

subi l'assaut des militaires qui ont ouvert le vieux portail de bois à coups de bazooka. Le ministère de la Défense a à nouveau nié les faits. En sept jours, le conflit a généré plusieurs blessés et morts. Le 30 juillet, le recteur de l'Université autonome de Mexico (UMAM), Javier Barros Sierra, a mis en berne le drapeau national de l'Université en signe de deuil. Il défendait l'autonomie universitaire, le droit de l'Université à gouverner elle-même ses propres institutions et ses écoles collégiales, comme le voulait la loi organique.

En réponse aux brutales agressions, les écoles et facultés des deux universités les plus importantes du pays, l'UNAM et l'IPN, en solidarité avec les Universités ibéroaméricaines, le Collège de Mexico et l'Institution des beaux-arts, ont tenu des assemblées pour prendre part à la grève étudiante. Le 1^{er} août, au sud de la ville, a eu lieu une autre manifestation pacifique, organisée pour défendre l'autonomie universitaire. Le recteur Barros Sierra était à sa tête. Des dizaines de milliers d'étudiants et de professeurs sont sortis de la cité universitaire pour se joindre au cortège qui défilait dans les rues les plus importantes de la ville.

La grève étudiante s'est généralisée. Chaque école choisissait deux représentants afin de former le Conseil national de grève (CNH), composé de plus de 220 représentants. C'était un authentique parlement où convergeait une pluralité de positions politiques, empêchant le CNH d'être dirigé par un seul courant. Cependant, le courant de gauche s'est imposé au mouvement : « La droite n'est pas avec le mouvement, la droite n'est pas avec la démocratie¹. » Les discussions, argumentaires et propositions au sein du CNH créaient une sorte de réalisme politique². Les professeurs des différentes écoles s'organisaient en coalitions pro-libertés démocratiques. Le CNH a alors émis ses revendications, articulées autour de six points :

- la libération des prisonniers politiques ;
- la destitution des chefs de police, des généraux Luis Cueto Ramirez et Raúl Mendiola ainsi que du lieutenant-colonel Armando Frías ;
- la suppression des granaderos ;
- la dérogation des articles 145 et 145 bis du Code pénal fédéral, référant au délit de désordre sociale (ces articles furent décrétés pendant la Seconde Guerre mondiale au nom de la sécurité nationale en temps de guerre, mais ils ont perduré en temps de paix, étant utilisés comme argument juridique dans la répression politique et contre la liberté d'expression) ;
- l'indemnisation des familles des personnes mortes ou blessées depuis le début du mouvement ;
- la redéfinition de la responsabilité des autorités.

La marche étudiante du 13 août, estimée à 150 000 personnes, s'est faite au centre historique de la ville de Mexico, place destinée aux cérémonies officielles et foyer du pouvoir politique, flanquée du Palais national à l'est. Les revendications ont été annoncées et, bien vite, a aussi circulé la requête d'un dialogue avec les autorités dans le but de résoudre le conflit ; un dialogue ouvert, public, retransmis à la télévision et à la radio afin d'informer la population, et donc en nette rupture avec les méthodes obscures du pouvoir. Les étudiants, organisés en brigades informatives, sont sortis de toutes les écoles en grève pour envahir les rues, les marchés couverts et les places publiques. Ils distribuaient des tracts expliquant les points de leurs revendications, organisaient des rencontres éclairs au sein de la population et faisaient du porte-à-porte, demandant une coopération économique pour couvrir les frais du mouvement. La population a répondu avec sympathie et enthousiasme.

À cette époque, l'alliance des intellectuels, des écrivains et des artistes s'est jointe au mouvement. Une autre gigantesque manifestation a eu lieu le 27 août, partant du Musée national d'anthropologie dans le bois de Chapultepec pour finir au centre historique. Un groupe d'étudiants a hissé, sur la hampe du drapeau national de la place centrale, un drapeau rouge et noir, symbole de la grève. Après le passage d'orateurs choisis par le CNH, sans un consensus préalable, Sócrates Amado Campos Lemus a proposé, lors de ce rassemblement au centre historique, plein à craquer, de voter pour constituer une assemblée permanente, qui allait rester sur place jusqu'à ce que se soit réalisé le dialogue public avec les autorités. La foule a accepté.

Au petit matin, des soldats et de petits tanks sont sortis du Palais national pour faire évacuer les étudiants. Le jour suivant, les fonctionnaires des bureaux aux alentours ont obligé les employés à sortir pour tenter de rétablir le drapeau national. Beaucoup d'employés, conscients de la tournure des événements, se sont écriés : « Nous n'y allons pas de notre propre volonté, on nous emmène, nous sommes des moutons : bêêêê, bêêêê ! » L'acte officiel des bureaucrates a fini par se transformer en un autre rassemblement de protestation contre l'attitude des autorités et, à nouveau, les soldats et les petits tanks sont sortis du Palais pour faire évacuer la foule.

SEPTEMBRE ET OCTOBRE 1968

Dans son rapport annuel adressé à la nation, le président a fait allusion au mouvement étudiant, le menaçant de durcir son attitude jusque-là tolérante, afin d'empêcher la mise à mal de l'ordre juridique. Le CNH a une nouvelle fois répondu avec une demande de dialogue public, à laquelle le gouvernement a répliqué : « Dialogue public, mais sans exhibitionnisme. » Le gouvernement, par le biais de la presse et de la télévision, qualifiait les étudiants de rebelles et autres adjectifs scandaleux. Le CNH a alors décidé de réaliser une autre grande manifestation qui, cette fois, allait être silencieuse. Le 13 septembre 1968, 250 000 personnes ont à nouveau emprunté le parcours allant du Musée national d'anthropologie au centre historique, dans un ordre et un silence parfaits, soulevant simplement des pancartes où étaient inscrites les exigences du mouvement.

La nuit du 18 septembre, 24 jours avant le début des Jeux olympiques, l'armée a pris d'assaut la cité universitaire et arrêté un demi-millier de personnes. Les jours suivants, il y a eu des affrontements entre la police et les étudiants des écoles polytechniques, à leur tour occupées par l'armée. Le recteur de l'UNAM a démissionné. De nombreuses institutions et directions d'école lui ont demandé de revenir au rectorat. Le 30 septembre, l'armée libérait la cité universitaire.

L'après-midi du mercredi 2 octobre, sur la place des Trois Cultures à Tlatelolco, a eu lieu une assemblée, comme tant d'autres auparavant. La place, emblématique de l'histoire du pays, réunissait au même endroit des monuments mexicains cérémoniaux, une église et un couvent de la période coloniale ainsi que des immeubles modernes : sur le côté est de la place se trouve un immeuble de 13 étages appelé Chihuahua ; au sud, une partie de l'église et du couvent de Santiago Tlatelolco ; au nord, le bâtiment d'une école d'enseignement professionnel ; vers l'ouest, une ouverture vers l'avenue San Juan de Letrán, connue aujourd'hui comme l'Eje Central Lázaro Cárdenas.

Ce jour-là se préparait une embuscade destinée à l'assemblée et à l'armée elle-même. Des agents secrets, vêtus en civil avec des armes, se dissimulaient sur les parties hautes des bâtiments qui entouraient la place. D'autres, armés de mitraillettes et de pistolets, se cachaient dans des appartements de l'immeuble Chihuahua et aux alentours. Des bataillons de l'armée, ignorant ces mesures, attendaient à proximité de la place, prêts à intervenir comme chaque fois que se réalisaient des actions massives du mouvement.

Le rassemblement a dû commencer peu après 17 h 40. La foule, composée majoritairement d'étudiants, a rempli la place. Les orateurs étaient au balcon du troisième étage de l'immeuble Chihuahua quand, soudain, un signal lumineux a fendu l'air au-dessus de la place. C'était l'ordre attendu par les francs-tireurs pour commencer à tirer du haut des bâtiments alors que les agents dissimulés sortaient, armes à la main, pour tirer sur la foule et dans les airs. Les orateurs, qui ont tout vu, sont parvenus grâce à leurs micros à avertir les gens de la provocation et ont lancé un appel au calme. Mais les soldats qui avançaient sur la place sont accueillis, eux, par des tirs venant des francs-tireurs embusqués sur les toits : ils ont donc riposté en tirant dans cette direction tandis que la foule, prise entre les tirs croisés, se mettait à courir dans toutes les directions. Elle essayait de sortir de la place par les différentes rues entre les bâtiments, mais se heurtait aux tirs des agents placés là.

Pendant ce temps, sur la place centrale, les premières victimes tombaient. Les petits tanks avançaient depuis l'avenue vers la place, ouvrant le feu sur l'immeuble Chihuahua. Les agents vêtus en civil et armés portaient un mouchoir blanc autour de leur main gauche comme signe distinctif, criant constamment « Bataillon Olimpia » pour s'identifier dans le tumulte. Ils ont commencé à arrêter tous ceux qu'ils croisaient, plus particulièrement les orateurs et les dirigeants qui se trouvaient sur le balcon. Ils s'en sont aussi pris aux assistants qui se réfugiaient dans les immeubles à proximité. Beaucoup de personnes sont pourtant arrivées à s'échapper. La fusillade intermittente a duré des heures. Sur la place et aux alentours s'accumulaient beaucoup de morts et de blessés, dont des soldats. La pluie s'est mise de la partie. À l'aube, une fois les corps ramassés et mis dans des camions, il ne restait plus, sur la place, qu'un amas de chaussures, de chandails, de journaux, de sacs à main, de lunettes ainsi que de nombreuses mares de sang. Peu avant le lever du soleil, les employés de nettoyage sont venus balayer et laver la place.

Il n'y a pas eu d'informations exactes quant au nombre de victimes, cependant des étudiants en ont signalé, sur la seule place, au moins une trentaine. On estime à 800 le nombre de détenus. Ceux qui ont orchestré le massacre avaient installé sur les bâtiments entourant la place trois ou quatre équipes de tournage. Les films ont longtemps été tenus secrets. Ils ne sont réapparus, épurés, que trois décennies plus tard.

Les jours suivants, le CNH a accusé le gouvernement fédéral de la tuerie et déclaré une trêve pour que les Jeux olympiques pussent se dérouler sans affrontements. Les olympiades sont inaugurées le samedi 12 octobre. À la fin du mois, il y avait 165 prisonniers, la plupart des dirigeants et des membres du CNH. L'armée est sortie des écoles de l'IPN. Début novembre, les assemblées des écoles de l'IPN et de l'UNAM ont voté pour maintenir la grève jusqu'à ce qu'une réponse soit donnée concernant leur liste de revendications. Mais le mouvement est défait. Une trentaine de membres du CNH ont demandé au procureur général de la République, Julio Sánchez Vargas, de libérer tous les étudiants détenus. Dans les procès qui ont suivi, de nombreuses anomalies ont été relevées. Au début du mois de décembre 1968, le CNH a décidé de lever la grève et s'est dissous.

La lutte pour les droits constitutionnels fondamentaux des citoyens pour exercer la démocratie était l'objectif central du mouvement étudiant et populaire de 1968. Les procès des détenus sont demeurés l'illustration historique de l'indignité d'un pouvoir judiciaire soumis au pouvoir exécutif d'un État constitué d'un unique parti. Quant à l'impunité des autorités et des corps policiers et militaires, elle a gagné la médaille d'or.

LES ARTS VISUELS DE 68

Les arts visuels se sont exprimés sous différentes formes au moment du mouvement étudiant. Leurs fonctions étaient, avant tout, la diffusion et la propagande des revendications. Les étudiants des écoles d'art de l'Académie de San Carlos et de l'Esméralda ont produit une abondante œuvre graphique. Des collectifs d'artistes professionnels ont soutenu le mouvement avec des œuvres en tous genres, dont une fresque murale éphémère. Les compositions graphiques ont largement contredit le laïus du complot contre les olympiades et contre Mexico. Les affiches, les tracts, les banderoles et les autocollants ont contrecarré le discours du régime, abondamment diffusé dans la presse et les médias contrôlés par les bakchichs et pots-de-vin, conspirations ou extorsions. L'œuvre du mouvement étudiant est une œuvre urgente, une iconographie mordante, ironique et festive, mais aussi dramatique et tragique.

Au cours des mois et des années qui ont suivi 1968, on allait reconsidérer les actions et les idées de l'expérience vécue par les étudiants des écoles d'art pendant le mouvement, en particulier les notions critiques référant aux activités artistiques dans leur ensemble. Parmi ces idées est apparue une certaine reconnaissance du travail collectif et collaboratif, développé lors du mouvement.

Notre approche des travaux théoriques d'Adolfo Sánchez Vásquez, de Louis Althusser, d'Alberto Híjar, de Walter Benjamin et d'Enrique González Rojo, parmi d'autres, nous permet aujourd'hui de comprendre la nécessité de revoir et de faire la critique de tout le processus de la pratique artistique, voire du système artistique lui-même, y compris la recherche d'un autre public, hors des circuits conventionnels. Quelques affaires ponctuelles se sont traduites, durant ces années de vaste réflexion, en slogans : « Se regrouper ou mourir », « Entraver tout le procès » (Híjar), « L'art à la rue » (Congrès des artistes plastiques). Mais, fondamentalement, l'exigence d'autres langages visuels correspondait à une nécessité de se confronter, sans savoir bien comment, à d'autres matériaux, supports et processus, en inventant un lexique visuel différent. Cette exigence de trouver un langage nouveau est née du besoin de transmettre les nouvelles réalités, de dénoncer ce que le régime cachait ou altérait, pendant la période connue comme la guerre sale, alors qu'apparaissaient les guérillas, la répression, les disparitions forcées, la torture et l'assassinat.

Sur le terrain, poussés de manière significative par les étudiants et les professeurs ayant participé au mouvement étudiant de 1968, de petits groupes se sont formés entre 1973 et 1976. Il ne s'agissait pas, pour eux, de se promouvoir individuellement, mais bien de réaliser un travail, d'ailleurs très attractif, à caractère collectif et horizontal, sur tous les plans du processus de créativité, depuis la définition des thématiques et des objectifs quant aux œuvres à réaliser jusqu'aux procédés de production, en passant par le choix des publics et le système de circulation. Ils allaient même remettre à plus tard les dénominations personnelles au profit de celles des groupes.

Ainsi, au milieu de cette diversité de cas particuliers, ont émergé des groupes de travail collectif tels que Suma, Proceso Pentágono, Mira, Le Colectivo, Atelier de Arte e Ideología, Germinal, No Grupo y otros. Cet élan artistique tourné vers le collectif et l'autogestion a représenté un grand bond en avant. Il semblait enfin remettre en cause l'ensemble du processus artistique, mais en questionnant la pratique du paradigme hégémonique de l'art. Lors des décennies suivantes, ce mouvement, conjointement à d'autres processus, allait contribuer au déploiement de l'art contemporain et, surtout, à l'apparition de la structure complexe des paradigmes d'art coexistants qui caractérisent aujourd'hui le XXI^e siècle. ◀

Notes

- 1 Notre traduction. González, p. 78.
- 2 Cf. Escudero, p. 77.

Né à Mexico en 1948, **Víctor Muñoz** a étudié la peinture. Il a participé à d'innombrables expositions collectives et individuelles à Mexico et à l'étranger. Directeur fondateur de la Galerie du Sud de l'Université autonome métropolitaine (UAM), campus Xochimilco, écrivain, organisateur culturel et professeur universitaire, il a maintenu une constante activité de critique et de réflexion sur l'art contemporain du Mexique. En 1973, avec José Antonio Hernández Amezcua et Carlos Finck, il initie le concept de travail artistique collectif. Rejoint par Felipe Ehrenberg en 1976, ils décident ensemble de prendre le nom de Grupo Proceso Pentágono. Il a participé à des expositions collectives, à des festivals et à des biennales avec des œuvres (actions, installations et objets) marquées par la pensée absurde et les thèses sur l'évanouissement des certitudes.



LE PROLÉTARIAT
COMME SUJET
ET COMME
REPRÉSENTATION

LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE
par Guy Debord

(Buchet-Chastel)



pour la première fois,
c'est la théorie

en tant qu'intelligence
de la pratique humaine
qui doit être
reconnue et vécue
par les masses.

ainsi elle demande
aux hommes sans
qualité

bien plus que la révolution
bourgeoise ne demandait aux
hommes qualifiés
qu'elle déléguait
à sa mise en
œuvre :

dans laquelle cette classe
était déjà au pouvoir.

Le développement même
de la société de classes
jusqu'à l'organisation
spectaculaire de la non-vie
mène donc le projet
révolutionnaire à devenir
visiblement
ce qu'il était déjà
essentiellement.